

Convention collective départementale

**IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)
(1^{er} février 1973)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

**AVENANT DU 1^{ER} JUILLET 2013
RELATIF AUX ARTICLES 3 ET 5 DES CLAUSES GÉNÉRALES
ET À L'ANNEXE VI DE L'AVENANT « MENSUELS »**

NOR : ASET1350983M
IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Moselle,

D'une part, et

La CFTC métaux de la Moselle ;

La CGT-FO métaux de la Moselle ;

La CGT métaux de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine ;

La CFDT métallurgie de la Moselle,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification des articles 3 et 5 des clauses générales de la convention collective
pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

1. Au premier paragraphe de l'article 3 des clauses générales, les termes « du livre III du code du travail » sont supprimés et remplacés par « de la deuxième partie du code du travail ».

2. Le dernier paragraphe de l'article 3 des clauses générales, à savoir « En outre, la référence au livre III du code du travail qui figure au 1^{er} paragraphe de cet article 3 est remplacée par une référence au livre IV du code du travail », est supprimé.

3. Au premier paragraphe de l'article 5 des clauses générales, les termes « L. 132-27 du code du travail » sont supprimés et remplacés par « L. 2242-1 du code du travail ».

4. Au dernier paragraphe de l'article 5 des clauses générales, les termes « le livre IV du code du travail » sont supprimés et remplacés par « la deuxième partie du code du travail ».

Article 2

Modification de l'annexe VI de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle

Au troisième paragraphe de l'annexe VI de l'avenant « Mensuels », les termes « par celle du 21 octobre 1986 » sont supprimés.

Article 3

Entrée en vigueur

Conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entre en vigueur le lendemain de son dépôt.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 1^{er} juillet 2013.

(Suivent les signatures.)